PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE

AMIS DE LA TERRE AFRIQUE
JUSTICE CLIMATIQUE ET ÉNERGIE

AOÛT | 2021

mobilise resist transform

PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE

amis de la terre afrique
AOÛT | 2021

AMIS DE LA TERRE AFRIQUE EST UN ORGANE RÉGIONAL D'AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL, UNE FÉDÉRATION D'ORGANISATIONS LUTTANT POUR LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE DANS 75 PAYS COMPTANT 2 MILLIONS DE MEMBRES ET SYMPATHISANTS. ATA EST UN COLLECTIF D'ORGANISATIONS AUTONOMES QUI TRAVAILLENT AUPRÈS DE COMMUNAUTÉS LOCALES SUR DES QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS ET À L'ENVIRONNEMENT SUR LE CONTINENT AFRICAIN. ATA EST COMPOSÉ DE DIVERSES ORGANISATIONS ALLANT DE PETITES ORGANISATIONS À FAIBLES FINANCEMENTS ET À EFFECTIF MINIMAL, SE BASANT SUR LE BÉNÉVOLAT, À DES ORGANISATIONS ENTIÈREMENT FINANCÉES.

Auteur rices principaux ales : Rudo A. Sanyanga Hungwe, Sam Cossar Gilbert, Sara Shaw. **Contributeurs :** Dipti Bhatnagar, Erika Mendes, Ferrial Adam, Kwami Dodzi Kpondzo, Ubrei-Joe M. Mariere, Anabela Lemos, Amos Yesutanbul. **Remerciements :** Merci au Dr Sven Teske d'avoir autorisé Amis de la Terre Afrique à largement utiliser son travail dans ce rapport. (voir ci-dessous). **Couverture :** Martha dit que depuis que l'énergie solaire est arrivée dans leur communauté, ils ont non seulement des lumières mais aussi des radios et même la télévision, et elle peut aider sa fille à étudier, Polokwane, Afrique du Sud. © Mujahid Safodien / Greenpeace. **Design :** contact@onehemisphere.se. **Traduction en français :** Chloé Dusaussoy.

foeafrica.org / www.foei.org

mobiliser résister transformer

Amis de la Terre Afrique
Secrétariat
P.O. Box 2375, Pietermaritzburg, 3200,
Afrique du Sud

Téléphone : +27 33 342 5662
nerisha[at]foei.org / https://foeafrica.org/
Suivez-nous sur : twitter.com/FoEAfrica
facebook.com/foeafrica/

Friends of the Earth Africa

SOMMAIRE

DÉCLARATION POLITIQUE : PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE 4

RÉSUMÉ 6

1. LE PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE PEUT RÉPONDRE AUX CRISES COVID-19 ET CLIMATIQUE 7

2. PRINCIPES POUR SOUTENIR UNE AFRIQUE AUTONOME EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES 10

3. UN NOUVEAU SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE POUR L'AFRIQUE 14

4. CRÉATION D'EMPLOIS GRÂCE AU PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE 21

5. COMMENT ASSURER LE FINANCEMENT DU PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE 23

RÉFÉRENCES 26

ABRÉVIATIONS

CDAA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
ESC	Énergie solaire concentrée
GW	Gigawatt
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PV	Photovoltaïque
UA	Union Africaine

La modélisation et le calcul des coûts du Plan énergie renouvelable pour une reprise juste en Afrique sont basés sur le travail détaillé de l'Université de technologie de Sydney (UTS) et sur le livre de Sven Teske intitulé « Atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat » : Scénarios mondiaux et régionaux à énergie 100% renouvelable avec des trajectoires de GES non énergétiques pour +1,5°C et +2°C. Ce Plan de relance énergétique pour une Afrique autonome en matière d'énergies renouvelables est basé sur le scénario à 1,5°C modélisé dans le livre de Teske. Les hypothèses pour tous les scénarios sont basées sur les chiffres de croissance de la population et du produit intérieur brut (PIB), ainsi que sur les niveaux supposés d'intensité énergétique des institutions et agences reconnues mondialement, y compris les perspectives énergétiques mondiales des Nations unies et de l'Agence internationale de l'énergie.

1 S Teske (Ed) 2019 Atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat : Scénarios mondiaux et régionaux à énergie 100% renouvelable avec des trajectoires de GES non énergétiques pour +1,5°C et +2°C. https://doi.org/10.1007/978-3-030-05843-2_1

DÉCLARATION POLITIQUE : PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE

LE PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE VISE À RENDRE L'AFRIQUE INDÉPENDANTE À 100 % EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES.

Nous nous engageons en faveur d'un Plan énergie renouvelable pour une reprise juste visant une Afrique indépendante à 100 % en matière d'énergies renouvelables. Ce plan est indispensable pour faire face à la double crise du changement climatique et du Covid-19.

L'AFRIQUE SOUFFRE DES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DU COVID-19.

L'Afrique est confrontée à de multiples crises interdépendantes. Le continent africain est vulnérable car il est très exposé aux effets du changement climatique. Nos populations sont encore sous le choc des impacts dévastateurs des cyclones Idai (2019), Kenneth (2019) et Eloise (2021) qui ont causé d'importants dégâts et fait des victimes en Afrique australe. La pandémie de Covid-19 a exacerbé les souffrances des populations africaines et mis en évidence les politiques fondées sur les inégalités, les injustices et l'exploitation, héritées des systèmes coloniaux et post-coloniaux.

LE NIVEAU DE PAUVRETÉ ÉNERGÉTIQUE EN AFRIQUE EST INACCEPTABLE.

Les trois quarts des personnes n'ayant pas accès à l'électricité vivent actuellement en Afrique, une proportion qui a augmenté ces dernières années.[2] La majorité des Africains ne disposent pas de sources d'énergie propre pour cuisiner. Le nombre de décès dus aux infections respiratoires est énorme. Ils pourraient être évités. Les répercussions économiques du Covid-19 ont fait augmenter le nombre de personnes privées d'accès à l'électricité et en situation de pauvreté énergétique. Les vastes ressources naturelles de l'Afrique ont été exploitées au profit d'autres personnes par le biais de sociétés transnationales et ont laissé pour compte la majorité des populations africaines, en particulier les femmes des milieux ruraux.

NOUS EXIGEONS UNE ÉNERGIE PROPRE ET ABORDABLE POUR LES CENTAINES DE MILLIONS D'AFRICAINS QUI VIVENT ACTUELLEMENT DANS LA PAUVRETÉ ÉNERGÉTIQUE.

Cela signifie qu'il faut plus de 300 gigawatt (GW) de nouvelles énergies renouvelables d'ici 2030, comme convenu par l'Union africaine, et plus de 2000 GW d'ici 2050.[3] Le continent surpasse toutes les autres régions avec le plus gros potentiel en énergie renouvelable. Nous devons démanteler les systèmes énergétiques polluants existants afin de permettre à l'Afrique de passer à une énergie 100 % renouvelable pour tous d'ici 2050. Les systèmes à énergie renouvelable doivent être détenus et gérés par les communautés. Ils ne doivent pas servir de prétexte à une privatisation du secteur de l'électricité. La transformation vers une énergie renouvelable doit être accompagnée par des principes clés tels que la suffisance énergétique et la souveraineté énergétique, envisageant l'énergie comme un bien commun plutôt que comme une marchandise. Notre système énergétique doit protéger la biodiversité, renforcer les droits fonciers des communautés et des peuples autochtones, promouvoir la justice de genre et ne pas conduire à davantage d'extractivisme.

CE PLAN EST SOUTENU PAR DIVERS MOUVEMENTS ET PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS TOUTE L'AFRIQUE ET IL A ÉTÉ CONÇU PAR DES SCIENTIFIQUES ET DES ÉCONOMISTES DE RENOM.

Il est techniquement et financièrement réalisable, sur base d'un investissement d'environ 130 milliards de dollars par an.[4] Nous savons que ce plan peut facilement être financé en mettant fin aux flux financiers illicites, en assurant un financement public pour le climat et en annulant la dette de l'Afrique.

2 AIE 2019. https://www.iea.org/reports/sdg7-data-and-projections/access-to-electricity
3 Nouvelles de la BAD (Banque africaine de développement) en 2015 : La BAD soutient l'accès à l'électricité pour tous d'ici 2030 avec l'initiative africaine pour les énergies renouvelables. https://www.afdb.org/fr/news-and-events/afdb-to-support-electricity-access-for-all-by-2030-with-african-renewable-energy-initiative-15119
4 S Teske (Ed) 2019 Atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat : Scénarios mondiaux et régionaux à énergie 100% renouvelable avec des trajectoires de GES non énergétiques pour +1,5°C et +2°C. https://doi.org/10.1007/978-3-030-05843-2_1

NOUS SOUTENONS LA CRÉATION DE 7 MILLIONS D'EMPLOIS BIEN PAYÉS DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE, ÉOLIENNE ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES PROPRES AUX MAINS DES POPULATIONS, À TRAVERS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, POUR IMPULSER UNE REPRISE JUSTE POUR LES PEUPLES D'AFRIQUE.

Nous soutenons les emplois dans le secteur des énergies renouvelables qui respectent les droits des travailleurs et s'opposent à la discrimination fondée sur le genre ou toute autre forme de discrimination. Nous exigeons une transition juste et féministe, menée par les travailleur·ses et les communautés, qui prend en compte la protection des emplois à travers la reconversion et la formation des travailleurs et communautés actuellement dépendants de l'exploitation et de l'utilisation des combustibles fossiles.

NOUS APPELONS L'UNION AFRICAINE, TOUTES LES INSTANCES RÉGIONALES ET TOUS LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX AFRICAINS À ADOPTER ET À DÉVELOPPER DES PLANS DE REPRISE JUSTES AU NIVEAU RÉGIONAL ET NATIONAL POUR ASSURER CETTE TRANSFORMATION ÉNERGÉTIQUE.

Nous demandons une transformation profonde mais rapide du système énergétique pour permettre aux populations de choisir et de décider de systèmes énergétiques démocratiques qui s'articulent autour des communautés. Nous ne pouvons plus attendre. Nous demandons à nos gouvernements de supprimer tous les obstacles afin d'atteindre 100 % d'énergie renouvelable pour tous.

NOUS INSISTONS SUR L'INTERDICTION DE TOUTE NOUVELLE EXPLOITATION DE COMBUSTIBLES FOSSILES, APPELÉE DE SES VŒUX RÉCEMMENT PAR L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE, ET NOUS DEMANDONS L'ACCÉLÉRATION DU RETRAIT DES COMBUSTIBLES FOSSILES EXISTANTS AU PROFIT DE SYSTÈMES ÉNERGÉTIQUES PROPRES ET ABORDABLES.[5]

Il faut, pour cela, intégrer la résolution des problèmes environnementaux et sociaux engendrés jusqu'à présent par l'extraction des combustibles fossiles. Nous devons déployer des solutions centrées sur les populations. Nous exigeons d'être consultés et de prendre part aux décisions concernant les futurs systèmes énergétiques.

NOUS EXIGEONS QUE NOS GOUVERNEMENTS PRENNENT DES MESURES EFFICACES POUR EMPÊCHER LA MAINMISE DES ENTREPRISES SUR NOS DÉMOCRATIES, y compris en soutenant le processus en cours de mise sur pied d'un traité contraignant de l'ONU sur les sociétés transnationales et les droits humains, et en se retirant de tout accord de libre-échange ou traité d'investissement qui permette aux entreprises d'entraver la transition vers un système énergétique propre.

UN PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE RENDANT L'AFRIQUE 100% INDÉPENDANTE EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES EST POSSIBLE.

Les financements existent et ils doivent être assurés par ceux qui ont causé la crise climatique en premier lieu. Nous exigeons des pays développés qu'ils débloquent les fonds qu'ils ont promis pour le climat. Un plan de reprise juste pour les énergies renouvelables en Afrique est notre choix et notre droit.

Voir *http://foeafrica.org/foeafrica-politicalstatement/* pour les organisations qui soutiennent la déclaration du Plan énergie renouvelable pour une reprise juste en Afrique.

5 https://www.iea.org/topics/net-zero-emissions; https://www.uts.edu.au/isf/news/response-iea-1.5c-pathway

RÉSUMÉ

Il est essentiel pour la justice, pour la planète et pour les peuples africains que l'Afrique change de voie en matière de développement énergétique. Nous devons abandonner les combustibles fossiles nocifs au profit d'un système énergétique transformé qui soit propre, renouvelable, démocratique et véritablement au service des populations. Ce plan fournit une analyse fondée sur la nécessité de prévenir les pires effets du changement climatique et de limiter l'augmentation de la température mondiale moyenne à 1,5°C par rapport au niveau préindustriel. Il s'appuie sur les recherches et la modélisation du Dr Sven Teske, universitaire de renom, qui montrent qu'il est possible d'atteindre un objectif de 100 % d'énergies renouvelables en Afrique d'ici 2050. L'Afrique dispose de suffisamment de sources d'énergie renouvelable pour soutenir une voie de développement visant à résoudre la pauvreté énergétique, créer des emplois pour les Africains et réduire en même temps les émissions.

Les répercutions du Covid-19 ont ouvertement montré l'héritage inégalitaire du colonialisme et la vulnérabilité des peuples africains quant aux effets du changement climatique et des pandémies. Pour se remettre des conséquences du Covid-19 et s'assurer que toute pandémie future soit efficacement enrayée, les gouvernements africains doivent déployer des efforts concertés et les pays développés doivent apporter des financements.

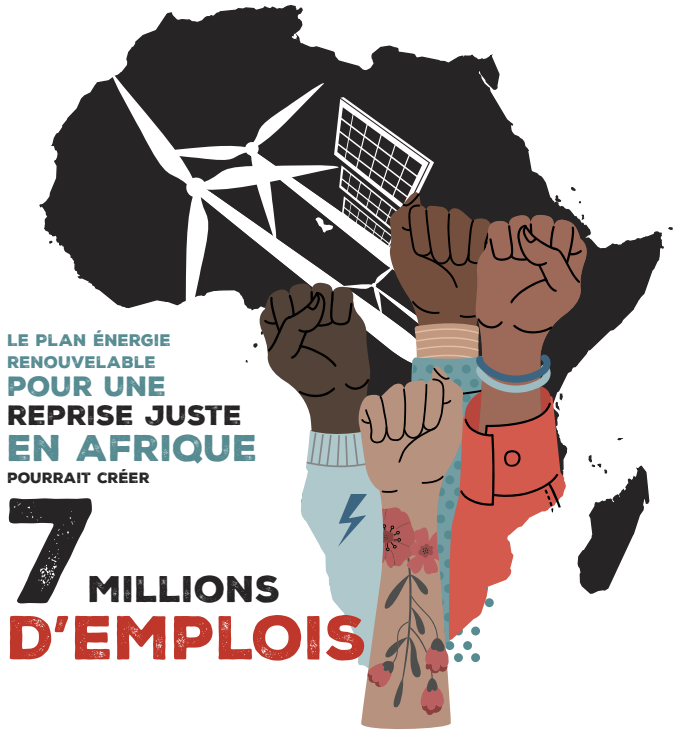
Le Plan énergie renouvelable pour une reprise juste en Afrique offre une opportunité concrète de changer la trajectoire du développement énergétique, de la distribution et de l'accès à l'énergie. Le plan ouvre les systèmes énergétiques à un processus plus démocratique, les libère de la mainmise des sociétés transnationales (STN) et permet aux populations et aux communautés d'accéder à une énergie suffisante. Pour que le plan soit un succès, il faut des transformations systémiques profondes, déterminées par des consultations publiques, des approches centrées sur les populations et une décentralisation du secteur. Cela exige une réorientation complète des systèmes énergétiques actuels.

Les gouvernements africains doivent reconnaître les énergies renouvelables détenues et contrôlées par les communautés comme un droit et s'assurer qu'elles sont prioritaires dans l'agenda politique et les budgets fiscaux. L'énergie ne doit pas être produite uniquement dans un but lucratif, mais pour garantir la dignité de tous les peuples et réduire la pauvreté énergétique afin de déclencher une croissance durable. Les gouvernements africains doivent travailler avec tous les peuples et éliminer tous les obstacles susceptibles de retarder les progrès et/ou de nuire à la réalisation de cet objectif.

Le seul obstacle à la réalisation d'un avenir 100 % renouvelable pour l'Afrique est l'engagement politique et les financements. Ce plan montre qu'il faut à l'Afrique environ 130 milliards de dollars par an d'ici à 2050 (chauffage compris) pour investir dans la réalisation de l'objectif à 100 % d'énergies renouvelables. Ce plan identifie trois sources de financement qui pourraient permettre au continent d'atteindre cet objectif et de produire suffisamment d'énergie pour répondre à la demande et éliminer la pauvreté énergétique. Ces sources comprennent :

- l'exigence pour le monde développé de respecter son engagement de longue date en matière de financement climatique en indemnisant le monde en développement pour les impacts, pertes et dommages liés au changement climatique et en fournissant des financements pour l'atténuation
- l'annulation de la dette des pays africains
- la mise en œuvre de mesures visant à éliminer l'évasion fiscale et les flux de fonds illicites.

Un approvisionnement en énergie 100 % renouvelable peut débloquer de nombreuses opportunités d'emploi dans la fabrication d'équipements, l'exploitation et l'assistance technique du secteur, tout en renforçant l'autonomie des populations africaines, en réduisant les inégalités et en éliminant la pauvreté énergétique. L'objectif de 100 % d'énergies renouvelables pour une Afrique autonome d'ici 2050 n'est pas juste ambitieux, il est aussi tout à fait réalisable.



6 S Teske (Eds) 2019 Atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat : Scénarios mondiaux et régionaux à énergie 100 % renouvelable avec des trajectoires de GES non énergétiques de +1,5°C et +2°C. https://doi.org/10.1007/978-3-030-05843-2_1

7 ibid.

COMMENT UN PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE PEUT RÉPONDRE AUX CRISES DU COVID-19 ET DU CLIMAT ?

01

Exposition de fours solaires par Amis de la Terre Togo au Forum national sur la transition énergétique juste.
© Ekue Assem / Amis de la Terre Togo

L'Afrique a une histoire et un héritage d'extractivisme colonial, qui a muté depuis en extractivisme de sociétés privées, en toute impunité. Des combustibles fossiles sont extraits à grande échelle sur tout le continent pour être utilisés et en tirer profit ailleurs. Les peuples d'Afrique paient les frais des impacts climatiques et subissent les conséquences de la pollution due à l'extraction des combustibles fossiles, alors qu'ils souffrent injustement d'extrême pauvreté énergétique. Environ la moitié des Africains subsahariens n'ont pas accès à l'électricité.[8]

Les pertes de vies humaines et les dommages causés par le Covid-19 aux économies africaines ont mis en évidence les faiblesses et les injustices chroniques des systèmes énergétiques et sanitaires du continent.[9] La réponse des gouvernements africains au Covid-19 a mis en évidence certains défis importants pour le continent qui requièrent une attention urgente. Ainsi, la distribution et le stockage des vaccins nécessiteront une logistique basée sur la réfrigération et l'électricité, avec des infrastructures insuffisantes et inadéquates dans tous les États africains. Ce sont les mêmes systèmes et structures inégalitaires qui ont conduit à la crise climatique qui se reflètent maintenant dans les vagues répétées de la pandémie du Covid-19.

L'impact du Covid-19 va bien au-delà d'une tragique crise sanitaire. C'est la conséquence d'un système économique qui maltraite la planète et donne la priorité aux profits plutôt qu'aux droits des peuples et à l'environnement. Il montre également que les systèmes de gouvernance du continent sont contrôlés et phagocytés par les intérêts des sociétés transnationales. La pandémie a mis en évidence et aggravé les conséquences de décennies d'inaction des pays riches, autant dans leur lutte contre le changement climatique que dans leurs politiques de soutien aux combustibles fossiles néfastes, aggravées par les systèmes capitalistes qui régissent le monde.

8 AIE 2020, ODD7. Données et prévisions, AIE, Paris . https://www.iea.org/reports/sdg7-data-and-projections
9 https://www.africaclimatejustice.org/

COMMENT UN PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE PEUT RÉPONDRE AUX CRISES DU COVID-19 ET DU CLIMAT ? CONTINUÉ

L'environnement biophysique n'a pas été épargné par l'héritage colonial. L'expansion de l'agro-industrie et d'autres activités extractives en Afrique, héritage majeur de l'histoire coloniale et de la mondialisation néolibérale, a entraîné la destruction de la biodiversité et des habitats naturels, ainsi que l'accaparement des terres. Cette destruction des territoires et des moyens de subsistance menace désormais la santé des populations. Le néolibéralisme a conduit à la privatisation et à l'affaiblissement des systèmes de santé et de sécurité sociale et des services publics, ainsi qu'à une tendance à la flexibilisation du travail et au démantèlement des droits des travailleurs. Cela a conduit à une exploitation accrue du travail et du corps des femmes. Cela a aussi donné des pouvoirs et des privilèges extraordinaires aux sociétés transnationales (STN), tout en réduisant le rôle et la position de l'État, rendant notre monde plus vulnérable aux effets d'une éventuelle crise. Le Covid-19 a également créé une crise des soins dans nos sociétés, dont les systèmes de soins traditionnels, développés au fil des siècles, ont quasiment atteint des points de rupture.[10] Il est urgent de valoriser et de réorganiser les soins et le travail domestique. Une étude de l'Union africaine (UA) sur l'impact économique du Covid-19 publiée en avril 2020 a montré que le continent pourrait perdre jusqu'à 500 milliards de dollars et que les pays pourraient être contraints d'emprunter massivement pour survivre après la pandémie. [11]

Alors que le monde se concentre actuellement sur la crise sanitaire de la pandémie de Covid-19, l'injustice climatique, les catastrophes liées au climat, comme le cyclone Idai de 2019 qui a touché le Mozambique, le Malawi et le Zimbabwe et les inondations et glissements de terrain de 2021 dans de nombreux pays subsahariens, continuent d'infliger leur lot de souffrances et d'accroître la pauvreté.

À la fin de l'année 2020, le monde développé a commencé à lancer ses campagnes de vaccination contre le Covid-19. La majorité des populations africaines n'ont encore aucune perspective d'accès au vaccin en 2021. Compte tenu de l'absence de services de santé solides dans ces pays, la situation reste dangereuse et très préoccupante. Si rien n'est fait, la pandémie risque de continuer à faire des ravages sur le continent africain, bien au-delà des autres nations, du fait de « l'apartheid vaccinal ».[12] Encore une fois, c'est un exemple de systèmes inégaux et injustes.

Centrale électrique solaire hybride en Somalie, Afrique
© Sebastian Noethlichs/Shutterstock

10 ATI (2020), Pour une reprise juste de la crise du COVID-19. https://www.foei.org/features/principles-for-a-just-recovery-from-the-covid-19-crisis
11 Kingsley Ighobor (2020), Étude de l'UA : Le COVID-19 pourrait coûter 500 milliards de dollars à l'Afrique et endommager les secteurs du tourisme et de l'aviation. Renouveau de l'ONU en Afrique. https://www.un.org/africarenewal/magazine/au-study-covid-19-could-cost-africa-500-billion-damage-tourism-and-aviation-sectors
12 Hadas Thier (2021) L'apartheid vaccinal. L'Afrique est un pays. https://africasacountry.com/2021/03/vaccine-apartheid

01

Les effets du Covid-19 sur le secteur de l'énergie dans le monde entier, y compris en Afrique, se sont manifestés par une réduction de la demande d'énergie en raison de la diminution des activités économiques, et par une augmentation de la pauvreté énergétique, la baisse des revenus ne permettant pas aux populations de payer leurs factures.[13] Les services publics déjà en difficulté, comme en Afrique du Sud et dans de nombreux autres pays africains, ont eu du mal à se maintenir à flot. La défaillance des services énergétiques publics et centralisés pendant la pandémie du Covid-19 offre une opportunité de décentraliser et de diversifier les énergies renouvelables en Afrique et de dissocier croissance économique et émissions de CO_2, en accélérant le déploiement de systèmes d'énergie renouvelable centrés sur les populations. La baisse du coût de l'énergie éolienne et solaire à petite et grande échelle offre une solution abordable à la pauvreté énergétique, tandis que les réseaux autonomes peuvent fournir un accès aux zones qui ne sont pas couvertes par les réseaux nationaux.

Les Amis de la Terre Afrique estiment qu'un Plan énergie renouvelable pour une reprise juste en Afrique, fondé sur la justice environnementale, sociale, de genre et économique, est plus que nécessaire pour faire face aux impacts des multiples crises interdépendantes sur le continent, qui sont aggravées par la doctrine néolibérale. Un tel plan de reprise doit être centré sur le bien-être des populations et de la planète et se fonder sur une perspective de justice, afin de contribuer à résoudre toutes ces crises systémiques.

PAUVRETÉ ÉNERGÉTIQUE

En Afrique, sur une population totale de 1,2 milliard d'habitants, environ la moitié (580 millions en 2019) n'a pas accès à l'électricité la plus élémentaire, tandis que près de 900 millions de personnes utilisent l'énergie biomasse et de simples poêles pour cuisiner.[14] Au cours des deux dernières décennies, des efforts ont été déployés pour réduire la forte dépendance énergétique à la biomasse et pour développer l'utilisation de l'électricité. Cependant, une hausse de 13 millions de personnes sans accès à l'électricité a été enregistrée en raison de la pandémie en Afrique de 2019 à 2020, selon l'analyse du World Energy Outlook 2020.[15] La crise actuelle aura probablement pour effet de rendre l'électricité inabordable pour plus de 100 millions de personnes qui étaient déjà raccordées à l'électricité.[16] Les ménages en situation de précarité énergétique consacrent une plus grande part de leurs revenus à l'énergie et passent plus de temps à effectuer des tâches qui demandent de l'énergie que les ménages plus aisés.

Le Plan énergie renouvelable pour une reprise juste en Afrique est considéré comme un moyen innovant de stimuler une reprise centrée sur les populations, car il créera des emplois tout en réduisant les émissions et en s'attaquant aux inégalités énergétiques. Selon les estimations actuelles, si aucune mesure n'est prise maintenant, les émissions mondiales de CO_2 avoisineront le niveau alarmant d'environ 550 ppm vers 2050, ce qui provoquera certainement un changement climatique catastrophique et incontrôlé, et portera un coup fatal à la majeure partie de l'Afrique et à nombre d'autres régions du monde.[17] C'est pourquoi le Plan énergie renouvelable pour une reprise juste en Afrique exige une réduction drastique des émissions de combustibles fossiles et appelle à alimenter l'Afrique à 100% en énergie renouvelable pour tous, tout en restant dans le scénario de 1,5°C.[18]

13 Rapport de l'Institut pour le climat 2021. La transition énergétique après le COVID-19. Perspectives sur la reprise verte et l'élévation du niveau d'ambition des CDN.

14 AIE 2020, ODD7 : Données et prévisions, IEA, Paris https://www.iea.org/reports/sdg7-data-and-projections; IEA (2020), ODD7 : Données et prévisions, AIE, Paris https://www.iea.org/reports/sdg7-data-and-projections

15 AIE (2020), La crise du Covid-19 annule les progrès réalisés en matière d'accès à l'énergie en Afrique, AIE, Paris. https://www.iea.org/articles/the-covid-19-crisis-is-reversing-progress-on-energy-access-in-africa

16 IEA (2020), World Energy Outlook 2020, IEA, Paris. https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2020.

17 Riahi, K., Rao, S., Krey, V. *et al.* RCP 8.5 - Un scénario d'émissions de gaz à effet de serre relativement élevées. Changement climatique 109, 33 (2011). https://doi.org/10.1007/s10584-011-0149-y

18 *Si aucune hausse de température n'est sans danger, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévient qu'un réchauffement accru de 1,5°C par rapport à aujourd'hui augmentera le risque de « dommages inévitables » pour les pays vulnérables, réduisant les possibilités d'adaptation, en particulier dans les régions tropicales et subtropicales de l'hémisphère sud. Nous basons donc le *Plan énergie renouvelable pour une reprise juste en Afrique* sur un scénario qui vise à maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 1,5 degré. GIEC 2018 : Résumé pour les décideurs politiques. Dans : Réchauffement planétaire de 1,5°C. Rapport spécial du GIEC sur les effets d'un réchauffement planétaire de 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels et sur les trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre dans le contexte du renforcement de la réponse mondiale à la menace du changement climatique, du développement durable et des efforts d'éradication de la pauvreté [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor, and T. Waterfield (eds.)]. Organisation météorologique mondiale, Genève, Suisse, 32 pp.

PRINCIPES POUR SOUTENIR UNE AFRIQUE AUTONOME EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

02

Energie solaire, Madagascar.
© KRISS75 / Shutterstock

La proposition de Plan de reprise juste en Afrique est soutenue par un ensemble de principes qui garantissent un système énergétique juste et durable pour tous. Comme le décrit la publication des Amis de la Terre International de 2013, Bonne énergie, mauvaise énergie, « L'énergie est [...] une condition nécessaire à une vie digne. Nous avons besoin d'énergie comme carburant et d'électricité pour cuisiner, pour rendre les maisons et les lieux de travail habitables dans les régions froides et humides, pour se déplacer, communiquer, partager et accéder à des informations sur Internet. »[19]

Il n'y a pas de justice quand près de 800 millions de personnes dans le monde (dont près de 600 millions en Afrique) n'ont pas accès à l'électricité.[20]

La manière dont nous produisons, distribuons et consommons l'énergie dans le cadre du système énergétique mondial actuel est non durable et injuste, et elle nuit aux communautés, aux travailleurs, à l'environnement et au climat. Le problème relève surtout du fait que les intérêts des entreprises et des élites l'emportent sur les droits des citoyens et des communautés. Pour une énergie renouvelable contrôlée à 100 % par les populations, il faut se baser sur les principes suivants, adaptés de précédents rapports des Amis de la Terre International :[21]

1. UN CHANGEMENT DE SYSTÈME ! À NOUS LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE, TOUT DE SUITE !

Un changement de système signifie construire un nouveau système énergétique, et non réparer le système existant. La façon de gérer, d'extraire, d'utiliser et de distribuer les ressources naturelles de la Terre selon le modèle économique dominant nous a mis sur la voie des crises écologiques et sociales. Nous devons changer le système - un nouveau modèle de justice environnementale, sociale, politique, économique et de genre - et nous devons renforcer le pouvoir des peuples.

19 Amis de la Terre International (2013). Bonne énergie, mauvaise énergie : Transformer notre système énergétique pour les gens et la planète. https://www.foei.org/resources/publications/publications-by-subject/climate-justice-energy-publications/g-e-b-e

20 AIE 2020, ODD7 : Données et prévisions, AIE, Paris. https://www.iea.org/reports/sdg7-data-and-projections

21 Patrick Hearps & Sam Cossar-Gilbert (2016), Une révolution énergétique est possible : les paradis fiscaux et le financement de l'action climatique, Amis de la Terre International. https://www.foei.org/resources/an-energy-revolution-is-possible and
Amis de la Terre International (2018), À nous la souveraineté énergétique, tout de suite https://www.foei.org/peoplepowernow; Amis de la Terre International (2013), Bonne énergie, mauvaise énergie ? https://www.foei.org/resources/publications/publications-by-subject/climate-justice-energy-publications/g-e-b-e

2. L'ÉNERGIE COMME BIEN COMMUN.

Tout le monde devrait avoir droit à l'énergie. Cela devrait être un bien commun et non une denrée rare. Le soleil et le vent sont des ressources partagées qui ne doivent pas être exploitées pour le profit des entreprises. Notre système énergétique ne doit pas être géré pour le profit ; il doit exister pour répondre aux besoins des populations.

3. SUFFISANCE ÉNERGÉTIQUE POUR TOUS.

Cela signifie un accès universel suffisant à l'énergie pour respecter le droit d'avoir une vie digne. Cela signifie également la fin du gaspillage énergétique, grâce à l'efficacité énergétique et aux économies d'énergie, et la fin de la surconsommation par les entreprises et les élites - celles qui détiennent actuellement le pouvoir économique, politique et social.

L'accès à l'énergie doit être reconnu comme un droit humain fondamental et comme une condition nécessaire à une vie digne. Chacun doit avoir accès à une énergie suffisante, durable, propre, sûre, abordable, fiable et appropriée pour répondre à ses besoins énergétiques afin de mener une vie digne. Nous avons besoin d'énergie comme carburant et d'électricité pour cuisiner, pour rendre les maisons et les lieux de travail habitables dans les régions froides et humides, pour se déplacer, communiquer, partager et accéder à des informations sur Internet. Nous avons besoin d'énergie pour nous éclairer et pour garantir un approvisionnement en eau propre pour assurer un assainissement adéquat, l'irrigation et le fonctionnement des petites industries agricoles et autres petites entreprises.

4. FINANCER LA RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE.

Les pays doivent apporter leur contribution à l'effort climatique en fonction de leur juste part et des principes d'équité, de justice et de remboursement de la dette climatique.[22]

5. UNE ÉNERGIE 100 % RENOUVELABLE POUR TOUS.

Le besoin d'une transformation mondiale vers un système d'énergie renouvelable est urgent et doit s'accompagner d'une élimination progressive, mais rapide, des combustibles fossiles et des projets d'extraction, ainsi que d'une interdiction totale de tout nouveau projet d'énergie polluante comme les combustibles fossiles, le nucléaire, les méga-barrages, les agro carburants industriels et la biomasse, ainsi que l'incinération des déchets.

L'énergie sera produite à partir de sources sans danger pour le climat et à faible impact social et environnemental.

C'est-à-dire pas de sources d'énergie :

- à forte teneur en carbone ou qui produisent de grandes quantités d'autres émissions dangereuses de gaz à effet de serre par leur production, leur combustion, leur distribution ou le changement direct ou indirect d'affectation des sols causé par leur développement
- qui violent les droits des communautés locales et des peuples autochtones
- qui entraînent la déforestation ou la dégradation des forêts
- qui produisent des déchets toxiques
- qui entraînent une pollution importante de l'air, du sol ou de l'eau
- qui épuisent les ressources non renouvelables.

Les technologies énergétiques seront également adaptées aux besoins des communautés qui les utilisent et à leurs contextes environnementaux, économiques, sociaux et culturels locaux et régionaux.

6. DES TECHNOLOGIES RENOUVELABLES QUI SOIENT RÉSISTANTES AU CLIMAT, APPROPRIÉES AUX CONDITIONS LOCALES ET À FAIBLE IMPACT.

Les énergies renouvelables doivent être aussi décentralisées et à petite échelle que possible, et toutes les communautés doivent avoir accès aux technologies, aux connaissances et aux compétences. Notre système énergétique doit protéger la biodiversité, renforcer les droits fonciers des communautés et des peuples autochtones, et ne pas conduire à l'exploitation des travailleurs dans la chaîne de production.

Les infrastructures énergétiques, y compris l'approvisionnement et la distribution, doivent être aussi décentralisées que possible. C'est le cas lorsque les solutions énergétiques proviennent d'opportunités locales à petite échelle et à échelle des communautés, et lorsque l'énergie est produite au point d'utilisation ou à proximité, et qu'elle est soit connectée à un système de réseau de distribution local (alimentant les foyers et les bureaux plutôt que le réseau de transmission à haute tension), soit sous forme de systèmes autonomes entièrement séparés du réseau public.

La décentralisation contribuera à garantir l'accès à l'énergie pour les personnes vivant dans des zones éloignées et rurales. Elle facilitera la subsidiarité ainsi que la propriété et le contrôle communautaires ou locaux, et elle réduira le gaspillage d'énergie dans la distribution, car l'énergie et la chaleur seront produites à proximité du point d'utilisation. Certaines infrastructures d'énergie renouvelable à grande échelle, comme l'énergie éolienne à grande échelle ou l'énergie solaire concentrée, peuvent être nécessaires pour compléter l'approvisionnement décentralisé des grandes villes

22 La dette climatique désigne le financement dû par les pays du Nord aux pays du Sud en raison de leur responsabilité dans le changement climatique.

et des services et infrastructures publics essentiels. Toutefois, la prise de décision concernant ces infrastructures à grande échelle sera soumise au processus de décision démocratique et participatif exposé ci-dessus, et fera l'objet de tests rigoureux pour s'assurer que les mesures visant à réduire la dépendance énergétique ont déjà été épuisées et que l'utilisation finale de l'énergie produite a une grande importance ou valeur sociale.

7. SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE ET DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE.

La production et l'utilisation de l'énergie doivent être détenues et contrôlées par le peuple, pour le peuple. La voix des femmes et des personnes vulnérables ou marginalisées doit être particulièrement entendue. Les communautés doivent donner leur consentement préalable, libre et éclairé, et ont droit à la justice ainsi qu'aux droits de recours.

Dans un système énergétique juste, les infrastructures et les ressources énergétiques sont sous contrôle démocratique direct. Les décisions concernant la production et l'utilisation de l'énergie doivent :

- Être démocratiques, participatives, ouvertes et responsables.
- Donner la priorité aux conditions sociales, notamment l'accès à l'énergie, l'équité, la durabilité environnementale et le travail dans la dignité.
- Donner un pouvoir adéquat à tous les groupes directement concernés pour qu'ils puissent influencer les décisions, y compris les utilisateurs d'énergie, les travailleurs du secteur énergétique et les personnes exclues des systèmes énergétiques.
- Respecter le droit des communautés à définir leurs besoins énergétiques et la manière dont ces besoins sont satisfaits conformément à leurs cultures et à leurs modes de vie, pour autant que ces choix n'aient pas d'impact destructeur sur d'autres personnes et communautés.

La construction de nouvelles infrastructures énergétiques se fera sur la base du consentement préalable, libre et éclairé et d'une compensation et/ou une rémunération appropriée des communautés affectées, et respectera les autres droits des peuples autochtones et communautés affectées, et le droit coutumier.[23] Cela s'applique aussi à l'extraction de quelque matériau que ce soit pour construire des infrastructures énergétiques et développer et produire de nouvelles technologies.

Champ d'éoliennes à Erg Chebbi, Maroc.
© Yellowj / Shutterstock

23 Jodie Lea Martire (2020), Alimenter les communautés indigènes en énergies renouvelables. https://renew.org.au/renew-magazine/solar-batteries/powering-indigenous-communities-with-renewables/

8. UNE TRANSITION JUSTE QUI PROTÈGE LES DROITS DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE, LEURS COMMUNAUTÉS ET LEURS MOYENS DE SUBSISTANCE.

Les travailleurs et les communautés doivent avoir le contrôle des décisions qui affectent leur vie et leurs moyens de subsistance. Cela signifie que les travailleurs doivent avoir leur mot à dire sur l'avenir de notre système énergétique, mais aussi sur notre système alimentaire et sur la gestion de la nature et de nos territoires.

Les travailleurs impliqués dans tous les aspects du système énergétique sont assurés de leurs droits fondamentaux, y compris le droit à la liberté d'association et à la négociation collective, à un salaire décent, à un travail sûr, sécurisé et digne, et à une influence sur la manière dont l'infrastructure énergétique est développée et gérée. Nous avons également besoin d'une transition urgente pour les communautés dans lesquelles des projets à énergie polluante ont été implantés, et dont le sort est intimement lié à ces installations à énergie polluante - leurs droits doivent également être protégés et défendus, et elles doivent bénéficier de la transition vers un nouveau système énergétique.

9. QU'UNE ÉNERGIE RENOUVELABLE CENTRÉE SUR LES POPULATIONS PUISSE PROSPÉRER ET QUE LES ENTRAVES À SON DÉVELOPPEMENT SOIENT ÉLIMINÉES.

Si les conditions politiques et économiques sont favorables, la révolution énergétique menée par les peuples s'épanouira. Les politiques et les mesures d'incitation favorables doivent être décidées par les peuples et les communautés, et devraient aller de pair avec la fin des subventions et des mesures d'incitation en faveur des énergies polluantes et nuisibles. Cela signifie également la fin des fausses solutions, le rejet de la géo-ingénierie et le démantèlement des accords commerciaux nuisibles qui entravent les solutions climatiques des peuples.

10. UN MONDE OÙ RÈGNE LA JUSTICE CLIMATIQUE, DÉBARRASSÉ DU PATRIARCAT ET DE TOUS LES SYSTÈMES D'OPPRESSION, DE DOMINATION ET D'INÉGALITÉ.

La justice climatique ne peut pas exister sans justice sociale. Nous devons œuvrer pour un avenir sans rapports de pouvoir inéquitables, où les êtres humains vivront en harmonie entre eux et avec la nature. Il s'agira d'un monde débarrassé des injustices, de la discrimination, du racisme, du sexisme, du classisme, de l'islamophobie, du militarisme, de la haine des personnes LGBTQIA+ et de toutes les formes d'oppression structurelle ou économique.

Les principes ci-dessus concernent une transition énergétique centrée sur les personnes, qui doit surmonter les inégalités et favoriser une vision transformatrice. Ces principes doivent constituer le fondement d'un Plan de reprise juste en Afrique, afin de renforcer la résilience face aux crises actuelles et futures. Le Plan énergie renouvelable de reprise juste doit mêler justice climatique et justice sociale. Cela nécessite une réflexion et un engagement fondamentaux pour une refonte du système actuel en un système centré sur les populations.

L'accès à l'énergie est généralement considéré comme neutre du point de vue du genre, tant au niveau régional que national. En Afrique, les femmes sont des utilisatrices, des fournisseuses et des innovatrices clés dans les systèmes énergétiques, et leur autonomisation est cruciale pour réaliser une transition énergétique juste sur le continent.

La plupart des autorités et agences de développement réalisent qu'il existe une grande différence entre les besoins énergétiques des femmes et ceux des hommes. Pourtant, la plupart des politiques et des projets énergétiques nationaux ne prennent pas en compte l'équité entre les genres comme une composante essentielle du développement. Peu d'attention a été accordée aux recoupements entre le genre et l'accès à l'énergie, aux besoins énergétiques liés au genre, aux interactions entre les pratiques liées à l'énergie et l'inégalité entre les genres et à l'intégration des questions de genre dans les programmes de justice énergétique aux niveaux mondial, régional ou national.

Par conséquent, en définissant les trajectoires de la reprise juste en Afrique, il est essentiel de mettre en évidence, de soutenir et de façonner des dynamiques genrées de l'accès à l'énergie afin de s'assurer que les besoins énergétiques des femmes ne sont pas négligés dans la formulation et la mise en œuvre des politiques.

UN NOUVEAU SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE POUR L'AFRIQUE

03

Centrale électrique solaire alimentant le réseau national à Upington, Afrique du Sud.
© Nicole Macheroux-Denault / Shutterstock

Le continent africain dispose d'excellentes ressources solaires et d'autres sources renouvelables qui peuvent être facilement exploitées pour fournir suffisamment d'électricité pour les besoins de sa population. Compte tenu des arguments en faveur des énergies renouvelables, il est raisonnable d'envisager ce à quoi pourrait ressembler l'avenir des énergies renouvelables en Afrique :

- De l'énergie solaire photovoltaïque distribuée sur tout le continent, dans des systèmes autonomes, des micro-réseaux et des installations connectées au réseau.
- De l'énergie éolienne, en commençant par les pays d'Afrique australe qui disposent déjà de réseaux plus solides, ainsi que dans les régions plus éloignées de l'est et du nord-ouest du continent, qui nécessiteront de nouvelles liaisons de transmission.
- Une centrale solaire thermodynamique à concentration avec stockage dans les parties nord et sud du continent, fournissant une importante énergie d'équilibrage flexible aux réseaux électriques.
- L'utilisation de l'énergie hydroélectrique existante, l'augmentation de la capacité géothermique et une petite quantité de bioénergie pour fournir de l'électricité à partir de ressources renouvelables non dépendantes des conditions météorologiques.
- Un stockage par pompage hydraulique et des batteries.
  L'énergie éolienne en mer dans les zones côtières de l'Afrique australe, dans les régions dotées d'une industrie pétrolière et gazière en mer, afin de soutenir une transition juste.

Les avantages des ressources énergétiques propres sont bien connus et, si les systèmes sont construits avec et pour les populations et les communautés, ils profiteront grandement à l'Afrique, amélioreront la santé des citoyens, développeront les économies par la création d'emplois et atténueront les impacts de l'industrie extractive. Les énergies renouvelables contribueront à la réduction des émissions et à la lutte contre le changement climatique, l'idéal étant d'éviter les pires effets prévus. Si les pays riches sont les principaux responsables du changement climatique, l'Afrique est l'une des régions les plus fortement touchées. L'abandon des combustibles fossiles sera bénéfique pour les ressources en eau du continent, tant en termes de quantité que de qualité. Au fur et à mesure que différentes formes d'énergie renouvelable sont ajoutées à l'éventail des sources d'approvisionnement, les centrales thermiques auront besoin de moins d'eau et la pollution des précieuses ressources en eau douce sera bien moindre.

03

Une énergie renouvelable contrôlée socialement, conçue avec et par les populations, peut être avantageuse pour les petites communautés et les communautés rurales lorsqu'elle facilite directement la création d'emplois locaux et la croissance des économies locales. En outre, les emplois verts dans le secteur des énergies renouvelables sont en pleine expansion et cette croissance devrait se poursuivre jusqu'en 2050, l'année cible pour un développement des énergies renouvelables à 100 %.

L'énergie renouvelable est beaucoup plus facile à produire, à distribuer et à gérer à un niveau décentralisé, ce qui est un grand avantage en Afrique où il n'y a pas d'infrastructure étendue de lignes de transmission électrique sur la majeure partie du continent. Les communautés rurales et pauvres en énergie seront en mesure de gérer leurs propres ressources énergétiques et de jouer un rôle plus actif dans le fonctionnement et l'amélioration de leurs villages. La sécurité énergétique des communautés rurales permettra aux enfants africains de passer plus d'années à étudier à l'école, évitant ainsi les abandons scolaires dus au manque d'électricité pour étudier à la maison. Cela permettra de réduire le fossé éducatif entre les populations urbaines et rurales en Afrique. Les entreprises de combustibles fossiles ne disposeront plus d'un pouvoir aussi important sur les gouvernements, ce qui ouvrira un espace politique indispensable pour faire progresser la législation en matière de protection des droits humains et de l'environnement.

Faible risque : L'énergie solaire et l'énergie éolienne, en tant que sources d'énergie renouvelables, présentent de faibles niveaux de risque en termes d'exploitation et de maintenance, car leur exploitation ne nécessite pas de compétences techniques élevées. Ils présentent l'avantage supplémentaire de pouvoir être déployés à différentes échelles, du simple bâtiment à la ville entière.

Indépendance et fiabilité : Les énergies renouvelables évitent de dépendre des ressources énergétiques étrangères. Lorsqu'elle est bien gérée et intégrée à d'autres sources, il y a moins d'intermittence. Le plus important, c'est que les énergies renouvelables offrent des capacités de stockage. Un Plan de reprise juste en Afrique envisage une transformation profonde du système qui englobe les caractéristiques précitées et atténue/évite certains des pièges inhérents aux systèmes énergétiques actuels du continent.

Faible coût : Le potentiel de l'Afrique en matière de ressources énergétiques renouvelables est énorme et accessible à un coût relativement faible.

ENCADRÉ 1: **Pièges probables à éviter lors d'une transformation énergétique profonde** *(adopté de « Une révolution énergétique »)*[24]

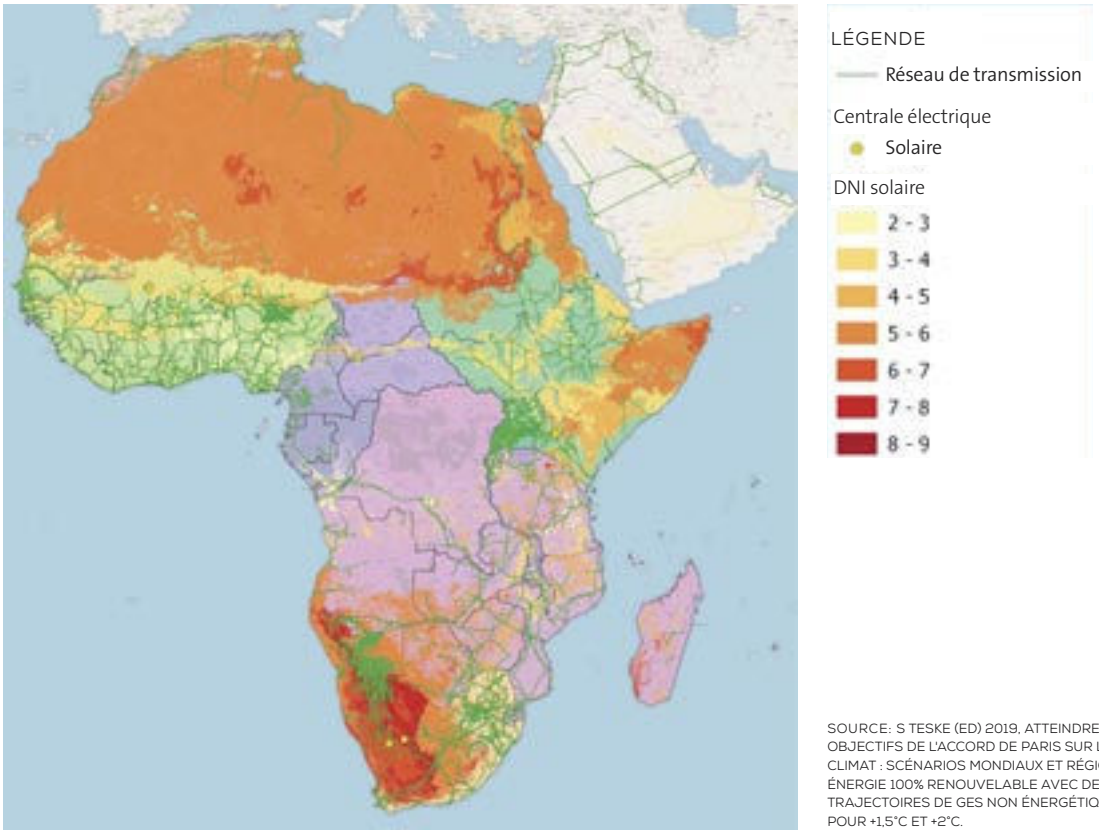
Une transformation énergétique est confrontée aux risques suivants :

1. Les entreprises tenteront de définir ce qui constitue une « énergie renouvelable ».
2. La construction d'infrastructures d'énergie renouvelable pourrait conduire à l'appropriation des terres et à l'enfermement.
3. L'augmentation des violations des droits humains, la destruction de l'environnement, l'appropriation des terres, la destruction de l'environnement due à l'extraction de matières premières pour les infrastructures d'énergie renouvelable.
4. Les émissions de gaz à effet de serre dues au déploiement des technologies renouvelables.
5. De mauvaises normes environnementales et de travail dans la fabrication des technologies des énergies renouvelables.
6. La transition vers les énergies renouvelables devient un cheval de Troie pour la privatisation de l'énergie.
7. L'absence de consentement du public pour les énergies renouvelables.

Ces risques ne peuvent être abordés et évités que si la transition vers les énergies renouvelables se fait de manière équitable, de façon concertée, avec une approche de la durabilité sociale et environnementale de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

24 Patrick Hearps & Sam Cossar-Gilbert (2016), Une révolution énergétique est possible : Les paradis fiscaux et le financement de l'action climatique. https://www.foei.org/wp-content/uploads/2016/09/foe-energy-revolution-full-reportNEWdraft2.pdf

FIGURE 1 | RESSOURCES EN ENERGIE SOLAIRE (GHI) EN AFRIQUE
ZONES DE PRODUCTION D'ÉNERGIE SOLAIRE EXISTANTES ET POTENTIELLES EN AFRIQUE



SOURCE: S TESKE (ED) 2019, ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT : SCÉNARIOS MONDIAUX ET RÉGIONAUX À ÉNERGIE 100% RENOUVELABLE AVEC DES TRAJECTOIRES DE GES NON ÉNERGÉTIQUES POUR +1,5°C ET +2°C.

TABLEAU 1 | POTENTIEL DE L'ÉNERGIE SOLAIRE EN AFRIQUE

Ce tableau montre la capacité de production solaire en Afrique.

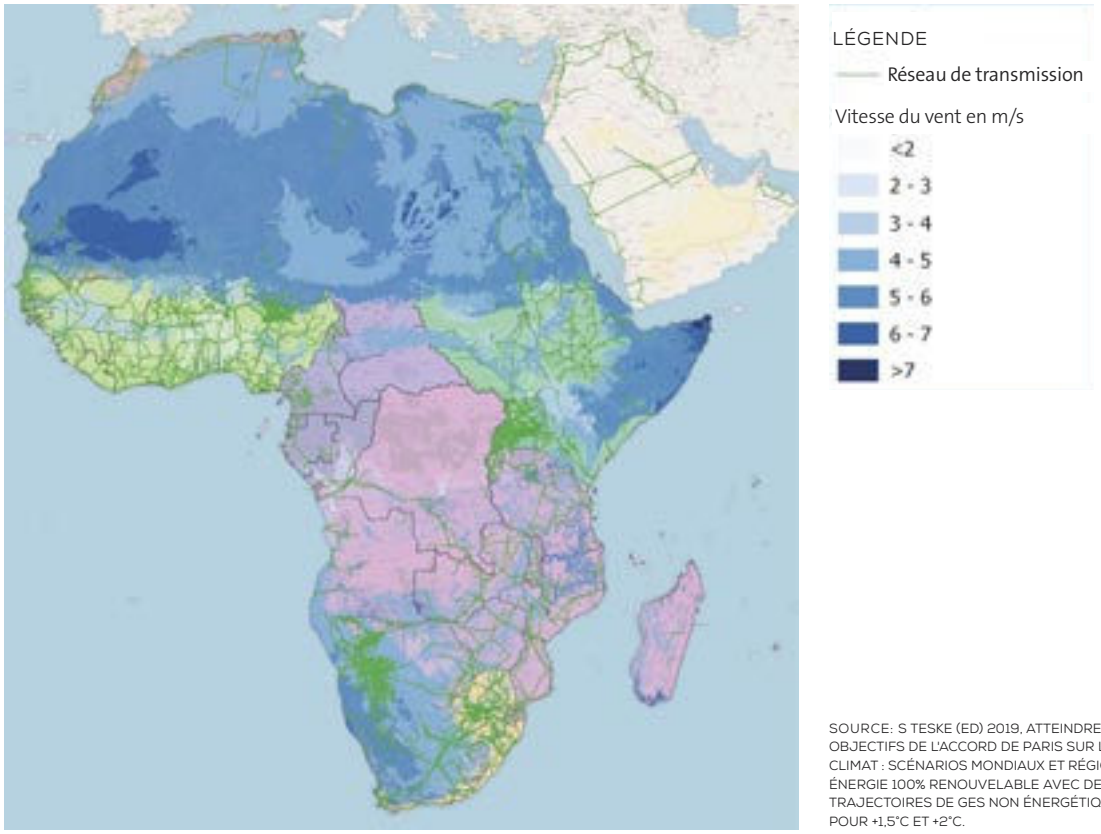
SOURCE: ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT, EDITEURS : TESKE, SVEN (ED.) PAGE 193.

RÉGION / SOUS-RÉGION	POTENTIEL D'ESPACE	POTENTIEL DE PRODUCTION SOLAIRE	
	[GW]	[TWh]	[PJ]
Afrique	**914,180**	**1,828,360**	**6,582,096**
Afrique du Nord	243,160	486,320	1,750,752
Afrique de l'Est	159,464	318,928	1,148,141
Afrique de l'Ouest	208,424	416,848	1,500,653
Afrique centrale	180,728	361,456	1,301,242
Afrique australe	81,741	163,482	588,535
Afrique du Sud	40,663	81,326	292,774

Ressources solaires : En tant que continent, l'Afrique dispose d'excellentes ressources solaires. Même dans les régions équatoriales, où la couverture nuageuse est plus importante, l'irradiation solaire horizontale globale est l'une des meilleures de la planète. En dehors de cette bande équatoriale, dans la plupart des zones septentrionales et méridionales du continent, l'irradiation normale directe (la plus pertinente pour la technologie de l'énergie solaire concentrée ESC) est parmi les meilleures au monde.[25] (Figure 1).

25 L'irradiation solaire horizontale globale est la somme de l'irradiation normale directe, de l'irradiation horizontale diffuse et du rayonnement réfléchi par le sol. L'irradiation solaire horizontale est le rayonnement solaire total incident sur une surface horizontale.

FIGURE **2** PRODUCTION D'ENERGIE EOLIENNE POTENTIELLE EN AFRIQUE, AVEC LES LIGNES DE DISTRIBUTION EXISTANTES



SOURCE: S TESKE (ED) 2019, ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT : SCÉNARIOS MONDIAUX ET RÉGIONAUX À ÉNERGIE 100% RENOUVELABLE AVEC DES TRAJECTOIRES DE GES NON ÉNERGÉTIQUES POUR +1,5°C ET +2°C.

TABLEAU **2** POTENTIEL DE L'ÉNERGIE ÉOLIENNE EN AFRIQUE

Ce tableau montre la capacité de production d'énergie éolienne en Afrique.

SOURCE: EC JRC.

RÉGION / SOUS-RÉGION	POTENTIEL D'ESPACE	POTENTIEL DE PRODUCTION ÉOLIENNE	
	[GW]	[TWh]	[PJ]
Afrique	**190,710**	**476,775**	**1,716,390**
Afrique du Nord	48,923	122,308	440,307
Afrique de l'Est	34,902	87,255	314,118
Afrique de l'Ouest	43,348	108,370	390,132
Afrique centrale	37,547	93,868	337,923
Afrique australe	17,738	44,345	159,642
Afrique du Sud	8,252	20,630	74,268

Ressources éoliennes : Comme la plupart des continents, l'Afrique possède des régions au potentiel éolien très élevé et très faible. Les zones côtières de l'extrême est, du nord-ouest et du sud du continent ont des ressources éoliennes particulièrement importantes (comme certaines poches du désert saharien et du nord de Madagascar), tandis que la majeure partie de la partie équatoriale du continent a des vitesses moyennes de vent assez faibles (Figure 2).

Énergie solaire concentrée (ESC) : L'ESC est une méthode différente d'utilisation de l'énergie solaire pour produire de l'électricité. Elle combine des miroirs pour concentrer la lumière solaire afin de chauffer des fluides à haute température, qui peuvent ensuite être utilisés pour faire fonctionner des cycles de turbines à vapeur similaires à ceux utilisés dans les centrales fossiles et nucléaires classiques. Certaines technologies ESC utilisent des sels fondus comme fluide de fonctionnement, qui peuvent être stockés pour une utilisation ultérieure dans des réservoirs isolés, intégrant ainsi un stockage d'énergie à très haut rendement dans la centrale électrique. L'ESC a besoin de la lumière directe du soleil pour fonctionner, et tandis que la lumière du soleil n'est disponible que pendant la journée, les centrales avec stockage intégré peuvent fonctionner la nuit et pendant les périodes nuageuses. L'ESC est une technologie moins éprouvée et donc plus chère que le solaire photovoltaïque et l'éolien, mais avec un grand potentiel de réduction des coûts dans le futur.

Géothermie : Bien que l'on s'interroge sur l'utilisation appropriée de la géothermie en Afrique, il existe des sources situées principalement dans la région de la vallée du Rift.

Bioénergie : Pour toute une série de raisons écologiques et sociales, les Amis de la Terre Afrique ne considèrent pas la bioénergie comme une source d'énergie à utiliser massivement pour la production d'électricité. Il convient de noter que dans de nombreuses régions rurales d'Afrique, la biomasse provenant de sources traditionnelles (coupe de bois, excréments d'animaux, etc.) est déjà la principale source d'énergie pour le chauffage et la cuisson, et que cela peut être extrêmement dangereux pour la santé, en particulier pour les femmes et les enfants. Le nombre de maladies et de décès liés à la pollution de la biomasse est élevé. Le Plan énergie renouvelable de reprise basé sur la conception de Teske a intégré de petites quantités de biomasse aux côtés de l'hydroélectricité existante pour répondre aux derniers pourcentages de la demande en électricité, aidant ainsi à surmonter les périodes d'énergie éolienne et solaire particulièrement faibles. Cependant, cette conception a augmenté l'utilisation de l'énergie éolienne et solaire pour remplacer une grande partie de la bioénergie pour l'utilisation de la chaleur afin d'aider à réduire les niveaux globaux de récolte de la biomasse.

Énergie hydraulique : La production d'électricité à partir de méga-barrages pose de graves problèmes écologiques et sociaux, et dans les régions qui deviendront plus sèches avec le changement climatique, ce sera également un effort inutile. Les Amis de la Terre Afrique s'opposent aux grands barrages hydroélectriques, qui produisent une énergie polluante et nocive. Le modèle à 1,5°C de Teske et le modèle du Plan énergie renouvelable pour une reprise juste se concentrent sur l'utilisation continue des installations hydroélectriques existantes et sur une diminution substantielle de la part de marché de l'énergie hydroélectrique produite. Les Amis de la Terre Afrique plaident pour la suppression éventuelle des grands et méga-barrages existants dans la région afin de restaurer les écosystèmes fluviaux.

Stockage : Il existe de nombreuses façons de stocker l'énergie pour une utilisation ultérieure, ce qui constitue un élément essentiel de la production d'énergie éolienne et solaire. Une série de technologies de batteries destinées à être utilisées avec des énergies renouvelables évoluent et voient leur coût diminuer. Les systèmes de batteries, tout comme les systèmes photovoltaïques, sont modulaires et évolutifs. Ils peuvent être dimensionnés pour alimenter un logement individuel, une communauté, une grande installation commerciale ou être intégrés au réseau électrique.[26] Ils sont bien adaptés au modèle énergétique décentralisé qui jouera probablement un rôle important en Afrique. Le pompage turbinage est la forme la plus répandue de stockage d'électricité à l'échelle du réseau dans le monde entier, et c'est une technologie éprouvée. Cela consiste simplement à pomper de l'eau dans un réservoir supérieur à l'aide d'électricité excédentaire/bon marché, puis à utiliser cette eau pour produire de l'énergie à l'aide de turbines hydroélectriques standard, libérée dans un réservoir inférieur ou un plan d'eau courant, voire l'océan dans le cas de l'eau salée.

26 Toutefois, une note de prudence sur le stockage des batteries - Les Amis de la Terre Afrique sont également préoccupés en ce qui concerne les matériaux extraits pour être utilisés dans le stockage des batteries. Toutes les énergies renouvelables doivent respecter les principes des Amis de la Terre International décrits dans la section 4.

MODÉLISATION D'UNE AFRIQUE AUTONOME EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

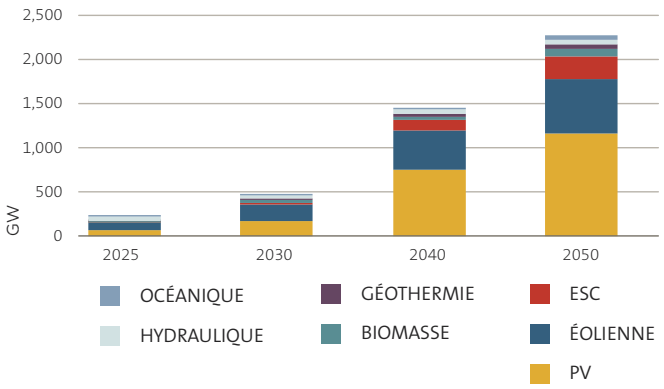
Le Plan de relance énergétique prévoit la construction de plus de 300 GW (soit l'équivalent du déficit énergétique de l'Afrique) d'énergies renouvelables propres, éoliennes et solaires, d'ici à 2030, puis de plus de 2000 GW d'ici à 2050. Lors de la COP21, les dirigeants africains se sont engagés à produire 300 GW d'ici à 2030 dans le cadre de l'initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables (AREI).[27] « Nous devons éclairer l'Afrique... Cela permettra de sauver les eaux de nos lacs qui s'épuisent et de transformer la vie de nos femmes, qui sont les premières victimes du changement climatique. Nous devrions investir davantage dans la technologie et l'innovation afin de doter nos jeunes des compétences nécessaires pour transformer notre continent », a déclaré Nkosazana Dlamini Zuma, ancienne présidente de la Commission de l'Union africaine (CUA), en soutien à l'initiative.[28]

Le modèle à 1,5°C de Teske prévoit une capacité installée de 360 GW d'ici 2030 et de 2280 GW d'ici 2050. Pour atteindre cette capacité de production d'électricité, il faut un investissement total de 3 910 milliards de dollars US, soit une moyenne annuelle de 109 milliards de dollars US par an jusqu'en 2050. Cela montre que cette vision est à la fois techniquement et financièrement possible. Le modèle vise à éliminer rapidement les sources fossiles que sont le charbon et le pétrole, portant ainsi la part des énergies renouvelables à plus de 98 % en 2050 (cette augmentation comprend la consommation non énergétique qui peut inclure des combustibles fossiles).[29]

DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DES CENTRALES ÉLECTRIQUES

Le tableau 1 et le graphique ci-dessous montrent que la technologie solaire photovoltaïque deviendra la technologie dominante d'ici 2050, produisant la majorité de la production totale d'énergie, suivi par l'énergie éolienne terrestre. La géothermie, l'hydroélectricité, la biomasse et l'océan joueront tous un rôle mineur. La proportion de l'hydroélectricité par rapport à l'ensemble des sources d'énergie utilisées pour la production d'électricité diminuera considérablement.

FIGURE **3** LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLECTRICITÉ RENOUVELABLE 2015-2050



SOURCE: ADAPTÉ DES TESKE (EDS) 2019.

TABLEAU **3** DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLECTRICITÉ RENOUVELABLE - CAPACITÉ DE PRODUCTION DANS LE SCÉNARIO À 1,5°C.

ÉNERGIE RENOUVELABLE	2025	2030	2040	2050
PV	70	166	757	1,162
Éolienne	87	197	453	633
ESC	2	19	108	257
Biomasse	8	25	42	72
Géothermie	7	16	33	64
Hydraulique	46	48	51	54
Océanique	2	10	20	43
Total	**222**	**481**	**1,464**	**2,285**

SOURCE: ADAPTÉ DE S TESKE (EDS) 2019.

27 AREI (2016) Plan de l'initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelable http://www.arei.org/wp-content/uploads/2018/09/AREI-Framework.pdf

28 AFDB (2015) La BAD soutient l'accès à l'électricité pour tous d'ici 2030 avec l'initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables https://www.afdb.org/fr/news-and-events/afdb-to-support-electricity-access-for-all-by-2030-with-african-renewable-energy-initiative-15119

29 S Teske (Ed) 2019 Atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat : Scénarios mondiaux et régionaux d'énergie 100 % renouvelable avec des trajectoires de GES non énergétiques pour +1,5°C et +2°C. https://doi.org/10.1007/978-3-030-05843-2_1

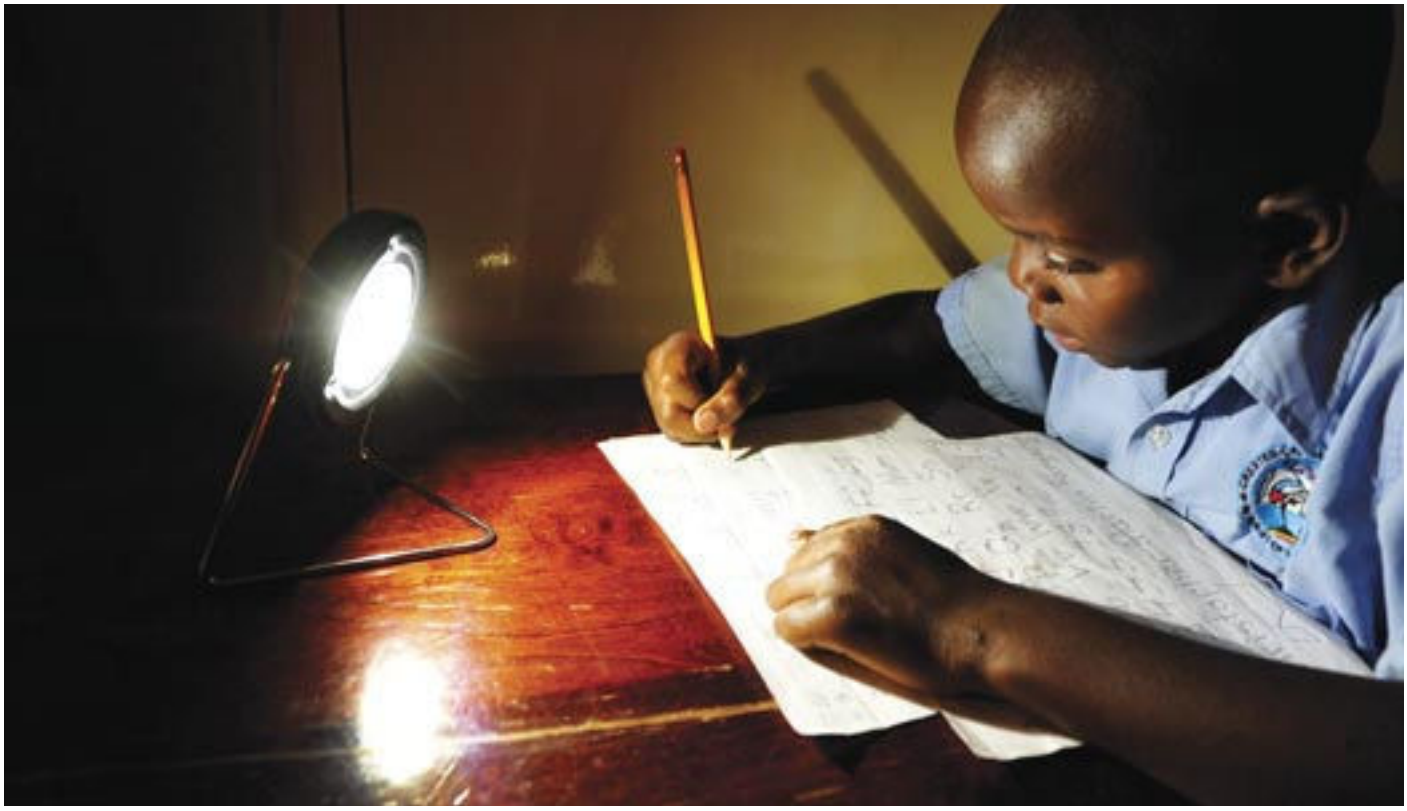
CHAUFFAGE RENOUVELABLE

Le modèle à 1,5°C de Teske prévoit que les technologies à énergie renouvelable contribueront à 79 % aux besoins en énergie de chauffage en 2030, pour atteindre 100 % en 2050.[30] La demande d'énergie pour le chauffage peut être réduite en investissant et en se concentrant sur les mesures d'efficacité énergétique. Les sources d'hydrogène non fossile pourraient réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles en contribuant à hauteur de 720PJ/an au chauffage, tandis que l'électricité directe y contribuera à hauteur de 37 % d'ici 2050.[31] Les investissements futurs dans les technologies de chauffage renouvelables s'élèveront en moyenne à 21 milliards de dollars US par an, pour un total de 760 milliards de dollars US d'ici 2050. Les données du tableau 2 montrent les augmentations progressives de la contribution des différents types d'énergie renouvelable au mix d'approvisionnement continental entre 2015 et 2050.

TABLEAU 4 CAPACITÉS INSTALLÉES POUR LA PRODUCTION DE CHALEUR À PARTIR D'ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LES SCÉNARIOS À 1,5°C EN GW.

ÉNERGIE RENOUVELABLE	2015	2025	2030	2040	2050
Biomasse	3,655	3,562	3,069	2,440	1,307
Géothermie	0	5	8	15	37
Chauffage solaire	1	39	150	404	654
Pompes à chaleur	0	3	16	54	227
Total	**3,656**	**3,609**	**3,243**	**2,913**	**2,225**

SOURCE: ADAPTÉ DE S TESKE (EDS) 2019.



Jeune étudiant en Zambie.
© Patrick Bentley / SolarAid

30 ibid.
31 Les Amis de la Terre International s'opposent à l'hydrogène fossile comme nous nous opposons à tous les combustibles fossiles, et n'ont pas encore de position définitive quant à l'hydrogène non fossile.
32 109 milliards de dollars US par an pour l'électricité et 21 milliards de dollars US par an pour le chauffage, soit un investissement total de 130 milliards de dollars US par an.

CRÉATION D'EMPLOIS GRÂCE AU PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE

04

We Care Solar, Afrique.
© Ashden

L'énergie 100 % renouvelable en Afrique a été modélisée et créerait plus de 5 millions d'emplois dans l'énergie solaire, éolienne et d'autres énergies renouvelables modernes en Afrique d'ici 2030 et 7 millions d'emplois d'ici 2050. Elle créerait aussi des millions de moyens de subsistance supplémentaires et appuierait une reprise juste de la crise du Covid-19.[33]

LE PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE CRÉERA DES EMPLOIS

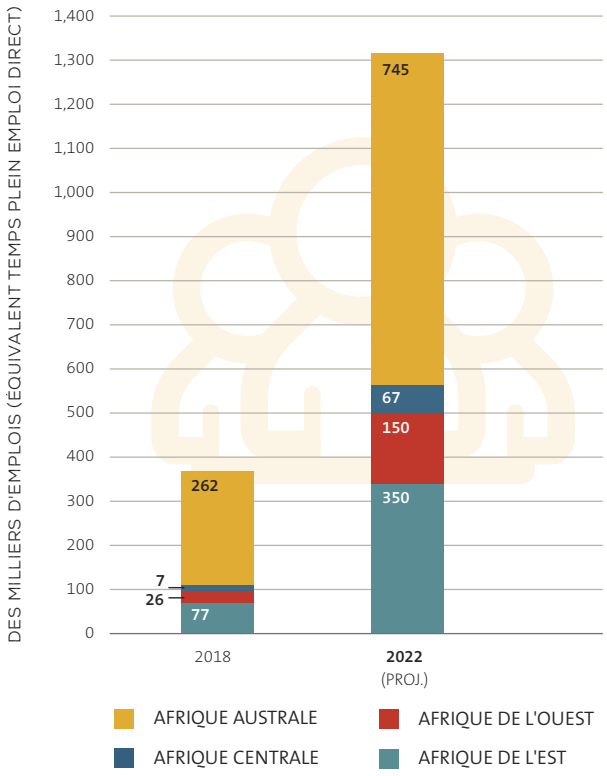
De nombreuses études et rapports, notamment la Revue annuelle de l'IRENA sur les énergies renouvelables et l'emploi, publiée chaque année, et l'UTS 2018, ont présenté des preuves que l'industrie des énergies renouvelables créera des opportunités d'emploi qui dépasseront de loin le nombre d'emplois actuellement existants dans les industries des combustibles fossiles, du pétrole et du gaz. La transition énergétique vers 100 % d'énergies renouvelables a un impact beaucoup plus positif sur l'emploi dans le monde, dans le cadre du scénario à 1,5°C. La plus récente, IRENA 2020 Revue annuelle sur les énergies renouvelables et l'emploi a apporté les résultats suivants (voir aussi Illustration 4).[34]

- À l'échelle mondiale, les emplois dans le domaine des énergies renouvelables ont continué de croître sur une base annuelle, passant de 11 millions en 2018 à 11,5 millions en 2019 dans le monde.
- La technologie solaire photovoltaïque, qui représente un tiers des emplois, a connu le taux de croissance le plus élevé, suivie par la bioénergie, l'énergie éolienne et le chauffage solaire.
- L'emploi dans le secteur de l'énergie solaire photovoltaïque hors réseau a continué à gagner en importance en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, 56 % des emplois étant situés dans les zones rurales et 27 % étant occupés par des femmes.
- Environ 32 % de la main-d'œuvre mondiale du secteur des énergies renouvelables sont des femmes (occupant des postes dans le secteur industriel, le commerce et l'administration), contre 22 % dans l'industrie mondiale du pétrole et du gaz.

La prévision de l'UTS concernant les emplois dans le secteur de l'énergie en Afrique est présentée dans le tableau 3. L'UTS a calculé que plus de 7 millions d'emplois seront créés par une transition vers une Afrique autonome en matière d'énergies renouvelables. Les types d'emplois visés comprennent l'industrie, la construction, les opérations, l'administration, le commerce et la maintenance. Ce sont des emplois qui augmenteront la participation des femmes et qui s'étendront aux zones rurales où les emplois sont les plus nécessaires.

33 S Teske (Eds) 2019 Une reprise juste : L'emploi dans le cadre des scénarios de 100 % d'énergies renouvelables, FSI, 2019.
34 IRENA (2020) Revue annuelle sur les énergies renouvelables et l'emploi 2020. https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2020/Sep/IRENA_RE_Jobs_2020.pdf

FIGURE 4 EMPLOIS DIRECTS DANS LES ENERGIES RENOUVELABLES



SOURCE: IRENA 2020. GOGLA AND VIVID ECONOMICS, 2018.

Des millions de travailleurs et des communautés entières dépendent actuellement, pour leurs moyens de subsistance de base, des systèmes énergétiques actuels injustes et non durables. Il s'agit notamment des travailleurs de nombreux secteurs, de l'énergie aux transports en passant par les industries agricoles. Mais notre vision n'inclut pas seulement les travailleurs. Nous avons également besoin d'une transition urgente pour les communautés dans lesquelles les projets d'énergie polluante sont situés, et dont le sort est intimement lié à ces installations à énergie polluante.

Les travailleurs sont confrontés à des défis différents en fonction de leur genre, de leur race, de leur classe, de leur âge, de leur niveau d'éducation, de leur nationalité et de bien d'autres facteurs. La transition doit être juste pour tous, et les voix des femmes et des jeunes doivent être mises au premier plan. Actuellement, les nouveaux emplois « verts » offrent rarement les mêmes niveaux de soutien syndical, d'organisation collective ou de droits et conditions. Il est donc essentiel que le Plan énergie renouvelable pour une reprise juste en Afrique soutienne les droits et les conditions des travailleurs dans les nouvelles industries « vertes ».

Martin Sumuhale a de l'électricité pour la première fois de sa vie grâce à ce panneau solaire. Il peut voir les avantages qu'il apporte à ses petits-enfants, Polokwane, Afrique du Sud.
© Mujahid Safodien / Greenpeace

TABLEAU 5 NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS EN AFRIQUE DANS LE CADRE DU SCÉNARIO À 1,5°C

ÉNERGIE RENOUVELABLE	2015	2020	2025	2030	2050
PV	66.3	323	806	1,862	2,621
Énergie solaire thermique	1.4	1.8	53.7	342.6	1,311.4
Éolienne	18.7	226	569	1,046	1,923
Hydraulique	143	144	73	94	103
Énergie géothermique	3.7	23.7	49.2	39.8	61.9
Océanique	-	28	60	21.6	95.1
Chauffage solaire	6	64	281	968	666
Géothermie et pompe à chaleur	-	21	44	118	626
Emplois totaux (Milliers)	**239.1**	**831.5**	**1,935.9**	**4,492**	**7,407.4**

SOURCE: ADAPTÉ D'UTS, 2018.

COMMENT ASSURER LE FINANCEMENT DU PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE

05

Des techniciens de Baobab+ en pleine démonstration de la Sun King TV auprès des villageois de Digipoune, commune d'Ounck, Casamance, Sénégal. **© Ashden**

La réalisation d'un Plan énergie renouvelable de reprise juste en Afrique avec un déploiement de 100 % d'énergies renouvelables conforme à l'objectif climatique de 1,5°C nécessite un investissement annuel approximatif de 130 milliards de dollars (selon le modèle de l'UTS pour l'électricité et le chauffage).[35] Ce Plan énergie renouvelable est réalisable, selon les sources de financement identifiées.

Les pays africains sont toutefois confrontés à d'énormes difficultés pour mobiliser l'un ou l'autre de ces fonds, principalement en raison d'une marge de manœuvre budgétaire limitée, d'énormes flux de fonds illicites en provenance du continent et du service interminable de la dette. Ces défis contraignent les pays, réduisant leur capacité à répondre aux crises climatiques de la même manière qu'ils ont récemment échoué dans leur réponse à la pandémie du Covid-19.

Afin de mettre en œuvre le Plan énergie renouvelable pour une reprise juste en Afrique, il faut mettre fin au pillage des ressources financières africaines, abolir les dettes injustes et soutenir le continent en lui donnant accès aux financements. La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques stipule que les financements et les technologies doivent circuler du nord vers le sud pour soutenir la transition énergétique.

Nous proposons trois nouveaux mécanismes et sources de financement :

1. LUTTER CONTRE L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES ET LES FLUX FINANCIERS ILLICITES.

Selon le réseau Tax Justice Network, les paradis fiscaux et l'évasion fiscale font perdre chaque année jusqu'à 600 milliards de dollars de recettes publiques dans le monde.[36] En outre, l'Afrique perd chaque année entre 50 milliards de dollars (estimations de l'OCDE) et 100 milliards de dollars (estimations de la CEA) en évasion fiscale.[37] La CNUCED a estimé que l'Afrique, à elle seule, perd jusqu'à 89 milliards de dollars par le biais des flux financiers illicites chaque année.[38]

35 S. Teske (eds 2019).
36 Patrick Hearps & Sam Cossar-Gilbert (2016), Une révolution énergétique est possible : Les paradis fiscaux et le financement de l'action climatique. https://www.foei.org/wp-content/uploads/2016/09/foe-energy-revolution-full-reportNEWdraft2.pdf
37 Kyle Linder (2019), L'évasion fiscale en Afrique sub-saharienne. https://borgenproject.org/tax-evasion-in-sub-saharan-africa/
38 Nations unies (2020), Lutter contre les flux financiers illicites pour un développement durable en Afrique. https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2020_en.pdf

Les paradis fiscaux créent des vides juridiques qui permettent aux individus ou entreprises de minimiser ou d'échapper entièrement aux impôts qu'elles devraient payer sur des activités économiques importantes. Les paradis fiscaux, les évasions et les flux illicites privent les gouvernements d'énormes sommes d'argent et compromettent leur capacité à lutter contre le changement climatique et à financer la santé et l'éducation. Cela réduit aussi considérablement les recettes disponibles pour financer la transition vers une énergie 100 % renouvelable, assurer l'accès à l'énergie et fournir des services publics qui luttent contre les inégalités. Cette pratique des entreprises et particuliers fortunés consistant à dissimuler leurs bénéfices à l'étranger dans des paradis fiscaux est abjecte et doit être bannie.

2. LES PAYS RICHES DOIVENT REMPLIR LEURS OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE FINANCEMENT DU CLIMAT ENVERS LE SUD, Y COMPRIS L'AFRIQUE.

Les pays riches ont causé la majorité des émissions de carbone et ont une dette climatique envers les pays en développement de plusieurs milliards de dollars. L'engagement pris lors de la COP15 par les pays développés de contribuer à hauteur de 100 milliards de dollars par an au financement du climat d'ici 2020 afin de répondre aux besoins des pays en développement ne reflète pas de manière adéquate ce qui est réellement dû (plusieurs centaines de milliards). Les 100 milliards de dollars par an n'ont d'ailleurs jamais été atteints.[39] Les pays cherchent souvent à comptabiliser l'aide publique au développement (APD), les prêts, les financements privés et la compensation des émissions de carbone dans cet objectif. En octobre 2020, on estimait que près de 80 % des financements climatiques accordés aux pays en développement prenaient la forme de prêts, plutôt que de subventions.[40] Bien qu'insuffisants pour rembourser la dette climatique, 100 milliards de dollars par an de financement public (dont une part équitable pour l'Afrique) seraient un début. Ces fonds permettraient d'apporter de l'énergie renouvelable à de nombreuses personnes et contribueraient grandement à combler le fossé de l'inégalité énergétique, bien que nous pensions que les pays riches doivent bien plus que cette somme au titre de leur dette climatique envers le Sud.

3. ANNULATION DE LA DETTE DE L'AFRIQUE.

Selon la Banque mondiale, la dette totale de l'Afrique subsaharienne a grimpé de près de 150 % pour atteindre 583 milliards de dollars US entre 2008 et 2018.[41] La dette de l'Afrique envers les pays développés et la Chine était estimée à 770 milliards de dollars américains en 2018.[42] En raison de la pandémie de Covid-19, on estime que 54 % des pays à faible revenu sont en situation de surendettement ou risquent fortement de l'être.[43] Par exemple, le ratio dette/PIB du Mozambique était de 100 % en 2018, mais il a explosé à 130 % en 2020 en raison du Covid-19.[44] Grâce à la spéculation, les « fonds vautours » ont réalisé des profits de 300 à 2000 % en achetant à bas prix les dettes de 15 pays africains.[45] Un programme solide d'annulation de la dette pour l'Afrique créerait une situation où tout le monde est gagnant qui permettrait à ces nations de se redresser et d'entamer une reprise juste. L'annulation de la dette implique de rendre illégaux les « fonds vautours » mis en place par des créanciers privés qui ont réalisé des bénéfices exceptionnels grâce à des prêts accordés à des pays africains.

L'annulation complète de la dette est un droit, pour un continent qui rembourse depuis longtemps des dettes odieuses, et qui a subi le plus gros de la crise climatique alors que ses émissions de carbone sont très faibles. Il existe des cas où les élites africaines ont contracté des dettes illégales, comme au Mozambique. Dans de tels cas, ces élites ainsi que les institutions financières internationales qui ont accordé des prêts illicites devraient être pénalisées, mais le peuple africain ne devrait pas traîner cette dette.

4. PANDÉMIE MONDIALE : UNE TAXE DE SOLIDARITÉ SUR LES PLUS RICHES DU MONDE.

Au cours de l'année écoulée, les milliardaires les plus riches du monde ont vu leur fortune augmenter de 5 000 milliards de dollars, alors que les gens ordinaires se débattent et que des millions de personnes ont perdu leur emploi.[46] Une taxe unique de solidarité en cas de pandémie, prélevée sur les milliardaires et les sociétés transnationales du monde entier, permettrait de lutter contre les inégalités et de contribuer au fonds de redressement équitable.

39 CCNUCC (2009) Accord de Copenhague. https://unfccc.int/files/meetings/cop_15/application/pdf/cop15_cph_auv.pdf
40 Oxfam International (2020) 2020 : les vrais chiffres des financements climat : Où en est-on de l'engagement des 100 milliards de dollars ? https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621066/bp-climate-finance-shadow-report-2020-201020-en.pdf
41 Accord (2020) Le fardeau de la dette de l'Afrique et la crise économique du COVID-19. https://www.accord.org.za/analysis/africas-debt-burden-and-the-covid-19-economic-crisis/
42 CNUCED (2020) Rapport 2020 sur le développement économique en Afrique. https://unctad.org/webflyer/economic-development-africa-report-2020
43 Emmanuel Louis Bacani (2020) La dette publique mondiale va atteindre le niveau record de 100 % du PIB dans le contexte de la lutte contre la pandémie - FMI. https://www.spglobal.com/marketintelligence/en/news-insights/latest-news-headlines/global-public-debt-to-hit-record-100-of-gdp-amid-pandemic-response-8211-imf-60730892
44 Mickaël Sallent (2020) La dette extérieure complique le redressement post-COVID-19 de l'Afrique. https://www.un.org/africarenewal/magazine/july-2020/external-debt-complicates-africas-post-covid-19-recovery-mitigating-efforts
45 Daniel Bradlow (2020) Vautours, colombes et dette africaine : voici une porte de sortie. https://theconversation.com/vultures-doves-and-african-debt-heres-a-way-out-137643
46 Alex Woodward (2021) Les milliardaires du monde entier ont ajouté 5 000 milliards de dollars à leur fortune pendant la pandémie, la plus forte hausse depuis des décennies. https://www.independent.co.uk/news/world/americas/forbes-billionaire-list-richest-people-b1827616.html

5. LE PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE DE REPRISE JUSTE AURA DES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX À LONG TERME.

L'accès à l'électricité est un facteur clé pour améliorer les indicateurs humains et économiques de l'emploi, de l'éducation, de la productivité, de la santé humaine et de l'égalité des genres. Par conséquent, la majorité des investissements publics permettant l'accès à l'électricité agissent comme un multiplicateur de bénéfices économiques et sociaux et seront rentabilisés plusieurs fois. De plus, le coût des systèmes à énergie renouvelable est de plus en plus faible par rapport à celui des systèmes à base de combustibles fossiles dans la plus grande partie du monde, surtout à long terme.[47] Un investissement public dans un système d'énergie renouvelable alimenté par la population est crucial pour des sociétés durables. Les gouvernements africains doivent rendre des comptes à leurs peuples, et non aux pollueurs ou aux élites. Les pays riches et développés du Nord doivent rembourser la dette climatique aux peuples africains. Toutefois, en tant que citoyens africains, nous demanderons également des comptes à nos gouvernements et les encouragerons à choisir des voies de développement centrées sur les besoins des populations et les systèmes d'énergie renouvelable, et non des projets d'exploitation de combustibles fossiles qui nuisent aux vies et aggravent le changement climatique.

Les pays africains sont toutefois confrontés à d'énormes difficultés pour mobiliser l'un ou l'autre de ces fonds, principalement en raison d'une marge de manœuvre budgétaire limitée, d'énormes flux de fonds illicites en provenance du continent et du service interminable de la dette. Ces défis contraignent les pays, réduisant leur capacité à répondre aux crises climatiques de la même manière qu'ils ont récemment échoué dans leur réponse à la pandémie du Covid-19.

COMMENT ACCÉDER AU FINANCEMENT ?

- Les gouvernements africains doivent améliorer la collecte des données et les systèmes fiscaux, ainsi que la transparence et l'accès à l'information, et s'engager au sein de la région et au niveau international sur la manière de coopérer pour combler les lacunes fiscales.
- Les gouvernements africains doivent intensifier leurs demandes d'annulation de la dette.
- Les gouvernements africains doivent continuer à exiger le paiement du financement climatique dû par les gouvernements du Nord.
- Les gouvernements africains doivent s'unir et collaborer avec les organisations de la société civile, respecter les engagements pris dans le cadre de l'initiative africaine pour les énergies renouvelables et l'étendre afin d'élaborer un programme solide pour atteindre 100 % d'énergies renouvelables et exiger l'octroi de fonds pour le climat.

En conclusion, les fonds existent pour financer entièrement le Plan énergie renouvelable de reprise juste pour une Afrique autonome à énergie 100 % renouvelable. Ce plan présente une voie crédible vers une énergie propre pour les peuples d'Afrique, tout en s'attaquant à la crise climatique et en créant de nombreux d'emplois.

47 IRENA (2020) Coûts de la production d'énergie renouvelable en 2019. https://www.irena.org/publications/2020/Jun/Renewable-Power-Costs-in-2019

RÉFÉRENCES

1 Nouvelles de la BAD en 2015 : La BAD soutient l'accès à l'électricité pour tous d'ici 2030 avec l'initiative africaine pour les énergies renouvelables. https://www.afdb.org/fr/news-and-events/afdb-to-support-electricity-access-for-all-by-2030-with-african-renewable-energy-initiative-15119

2 L'Initiative de l'Afrique sur les Énergies Renouvelables AREI. http://www.arei.org. Consulté le 20 mars 2021.

3 AREI Plan de l'initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables. http://www.arei.org/wp-content/uploads/2018/09/AREI-Framework.pdf

4 Dominish, E, Teske S, Briggs C, Mey F, and Rutovitz J (1018). Une transition juste : Un plan social mondial pour l'industrie des combustibles fossiles. Rapport préparé par le FSI pour la fondation allemande Greenpeace, novembre 2018. https://drive.google.com/file/d/1QlyvsufiUn75mZ-urCrfVt_4SkbqZOQB/view

5 Abandonnez la dette, 2021 Signez la déclaration de CADTM Afrique & WoMin African Alliance.

6 Amis de la Terre International 2016. Une révolution énergétique est possible. Les paradis fiscaux et le financement de l'action climatique. Téléchargé le 19 mars 2021.

7 Amis de la Terre International 2021. À nous la souveraineté énergétique, tout de suite ! Résumé d'un manifeste sur l'énergie. https://www.foei.org/wp-content/uploads/2021/01/FoEI-People-Power-Now-manifesto-summary-ENG.pdf Downloaded 22 March 2020. https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/100_billion_climate_finance_report.pdf

8 AIE (2020), World Energy Outlook 2020, AIE, Paris. https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2020

9 IRENA 2020. Examen annuel des énergies renouvelables et des emplois. https://www.irena.org/publications/2020/Sep/Renewable-Energy-and-Jobs-Annual-Review-2020

10 IIDD 2020. Rendre les flux financiers compatibles avec l'accord de Paris. https://sdg.iisd.org/commentary/policy-briefs/making-finance-flows-consistent-with-the-paris-agreement/ Consulté le 19 mars 2021.

11 Rapport du New Climate Institute de février 2021 : La transition énergétique après le Covid-19. Perspectives sur la reprise verte et l'élévation du niveau d'ambition des CDN. Téléchargé le 1er avril 2021. https://newclimate.org/2021/02/24/the-energy-transition-after-covid-19-perspectives-on-green-recovery-and-ndc-ambition-raising/

12 Oxfam International 2020. 2020 : les vrais chiffres des financements climat Où en est-on de l'engagement des 100 milliards de dollars ? https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621066/bp-climate-finance-shadow-report-2020-201020-en.pdf

13 S Teske (Ed) 2019 Atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat : Scénarios mondiaux et régionaux d'énergie 100 % renouvelable avec des trajectoires de GES non énergétiques pour +1,5°C et +2°C. https://doi.org/10.1007/978-3-030-05843-2_1

14 Le groupe d'experts indépendants sur le climat, 2020. Respecter l'engagement de 100 milliards de dollars par an et transformer le financement du climat.

15 CNUCED 2020. Lutter contre les flux financiers illicites pour un développement durable en Afrique.

Puits et panneau solaire dans le centre d'une petite ville de l'île de Sipo, au Sénégal.
© Salvador Aznar, Shutterstock

PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE

amis de la terre afrique
AOÛT | 2021

GROUPES DES AMIS DE LA TERRE EN AFRIQUE

Cameroun
Ghana
Libéria
Mali
Mozambique
Nigeria
Sierra Leone
Afrique du Sud
Tanzanie
Togo
Ouganda

Cameroun | The Center for Development and the Environment (CED)

Ghana | Friends of the Earth-Ghana

Libéria | Sustainable Developement Institute

Mali | Guamina

Mozambique | Ja! Justica Ambiental

Nigeria | Environmental Rights Action (ERA)

Sierra Leone | Friends of the Earth Sierra Leone

Afrique du Sud | groundWork

Tanzanie| Lawyers' Environmental Action Team (LEAT)

Togo | Les Amis de la Terre-Togo

Ouganda | National Association of Professional Environmentalists (NAPE)

foeafrica.org / www.foei.org

mobiliser résister transformer

Amis de la Terre Afrique
Secrétariat
P.O. Box 2375, Pietermaritzburg, 3200,
Afrique du Sud

Téléphone : +27 33 342 5662
nerisha[at]foei.org / https://foeafrica.org/
Suivez-nous sur : twitter.com/FoEAfrica
facebook.com/foeafrica/

Friends of the Earth Africa